

Quels principes pour une politique d'immigration ?

Son calendrier l'ayant empêché de donner sa communication, Monsieur Barreau a accepté de recevoir trois membres du Conseil de l'Académie d'Etudes Sociales et de répondre à leurs questions. Nous donnons ici un extrait de cette interview en essayant de faire apparaître les réponses qui nous ont paru les plus significatives. Nous avons respecté le style familier et direct propres à notre interlocuteur.

Statistiques

La situation actuelle est la suivante : il y a 250 000 entrées officielles, en France, par l'Office de l'immigration et par le droit d'asile. Le droit d'asile résulte d'une Convention de Genève qui était faite pour accueillir des persécutés de Staline ou de Pinochet.

En France, on pourrait accueillir dignement 100 000 immigrés par an. Or, il y a 250 000 officiels et au moins autant d'officieux. Donc, il y a 500 000 personnes qui rentrent en France par an !

- AES : Quand on parle de 61 ou 63 millions d'habitants en France, que représentent les étrangers dans ce nombre ?

Jean-Claude BARREAU : Ça, c'est le chiffre officiel, le chiffre des gens qui sont officiellement habitants, ou Français ou étrangers ayant des papiers. Il faut y ajouter 2 ou 3 millions de clandestins.

Politique de l'immigration

Il faut dire qu'il n'y a pas de politique d'immigration. Il y en a eu jusqu'en 1974, il n'y en a pas depuis... Il y avait une politique en 45, pour laquelle a été créé l'Office de l'Immigration, transformé en A.N.A.E.M. - Parce que, maintenant, on ne dit plus "immigration", c'est un mot obscène, alors on dit "Agence nationale d'accueil des étrangers migrants". De même qu'il n'y a plus d'aveugles mais des non-voyants...

A la Libération, dans une France exsangue, une politique a été créée, pour faire venir des travailleurs, sans famille d'ailleurs, des travailleurs célibataires, des hommes, qui venaient essentiellement d'Italie, d'Espagne, de Pologne..., de pays européens. Le mythe était de les mettre au travail, d'étudier leurs problèmes.

Ensuite, avec la crise et le changement, en 1974 il n'y a plus eu besoin de travailleurs ; on a arrêté cette politique et Giscard a prétendu supprimer l'immigration. Donc, officiellement, il n'y a plus d'immigration de travailleurs, sauf quelques milliers, exceptionnellement.

Regroupement familial

Par contre, on a créé le regroupement familial qui n'existait pas avant. C'était ouvrir une boîte de Pandore. Avant, c'était l'immigration de gens qui venaient travailler, de célibataires, qui épousaient des Gauloises, par exemple Bérégovoy, ukrainien, qui a épousé une Normande. Il y avait déjà beaucoup de maghrébins – des Kabyles en particulier – qui épousaient des Françaises. Ils ne faisaient pas venir leur femme.

Et puis, le regroupement familial a transformé l'immigration de travailleurs en immigration d'ayants droit, sans qu'il y ait eu de réelle volonté politique. Le seul moyen de faire venir ses proches en France, c'est de les faire venir quand on y est déjà. On fait venir les

femmes, donc on ne se marie plus en France. On fait venir les femmes, les enfants et puis aussi les parents, les vieilles mères... Par voie de conséquence ce n'est plus la même origine : d'européenne, l'immigration est devenue essentiellement africaine. Pas une immigration africaine de travail, sauf pour les clandestins, mais une émigration africaine d'ayants droit qui viennent s'inscrire à la sécu, et qui viennent toucher des allocations. Voilà la réalité que personne n'ose dire.

Et cette immigration d'ayants droit est complètement détournée, parce que les pays d'origine sont des pays où il n'y a pas d'état-civil.

À l'Office de l'immigration, que j'ai dirigé pendant un certain nombre d'années, le personnel refusait les fraudes : en effet l'Office n'a pas à faire la loi mais à l'appliquer. Mais la loi est complètement contournée. Un Malien amène douze gosses, personne ne peut savoir si ce sont les siens ou pas ! Il arrive que cinq enfants soient tous du même âge, du même mois ! Et quand le personnel dit : « ça ne peut pas être de lui ! », le Ministère dit : « on ne fait pas d'histoire ». Si bien que l'Office de l'immigration donne maintenant des milliers de vrais faux papiers ! Il y a 250 000 entrées officielles, dont 200 000 regroupements familiaux, il y en a bien au moins 50 ou 60 000 qui sont de vrais faux papiers.

Il y a aussi un problème de trafic d'enfants... On fait venir des enfants, ça fait des allocations, fortes. -Chirac a osé le dire un moment-. On fait venir des femmes, on fait venir des vieilles mères (alors ça, c'est souvent vrai) qu'on met dans des hospices français ou des maisons de retraite françaises, et sans qu'il y ait une aucune possibilité de vérifier réellement, parce que l'état-civil au Mali, en Algérie ou ailleurs, même en Turquie, est complètement bidon. Tous les noms sont les mêmes, les vérifications dans le pays de départ sont quasiment impossibles.

Droit d'asile

Le droit d'asile résulte d'une Convention de Genève qui était faite pour accueillir des persécutés de Staline ou de Pinochet. Elle a été complètement détournée et accueille maintenant nombre d'Algériens intégristes, qui demandent le droit d'asile et à qui on l'accorde. Persécutés dans leur pays, ils viennent se réfugier en France.

- AES : A-t-on un chiffre, sur les droits d'asile ?

Jean-Claude BARREAU : Le droit d'asile, c'est une procédure assez lourde, donc ce n'est pas énorme, ce doit être 20 000, à peu près. Mais maintenant, au lieu d'importer des victimes des dictatures, on importe de futurs dictateurs, des militants intégristes.

Le rôle de Schengen ?

AES : On a écrit récemment que, pour le droit d'asile, il y avait à peine 15 % des dossiers qui étaient traités en France. Que tout le reste, c'était Schengen.

Jean-Claude BARREAU : Enfin Schengen... Mais non, ce n'est pas vrai, Schengen n'est pas une excuse. L'administration c'est du domaine national. Mais « ils » ont pris la décision que c'est le premier pays où l'immigré se présente qui prend la décision. Ensuite, il est dans l'espace européen. Alors, évidemment, les pays qui n'ont aucune tradition d'immigration... La France, elle, avait des institutions fortes, comme l'OMI. L'Italie, l'Espagne, ce n'étaient pas des pays d'immigration, c'étaient des pays d'émigration. Eux, ils commençaient. Ils n'ont absolument pas d'expérience ! On rentrait comme on voulait en Italie ; en Espagne, moins ; on rentre dans l'espace Schengen où on veut ! À Malte, Chypre, en Croatie... Mais Schengen ce n'est pas une loi, c'est une convention : c'est le premier pays qui décide. Alors, quand c'est Malte ou Chypre ou la Lettonie, on peut s'interroger... Après, il y a libre circulation. C'est la loi. Ce qui aggrave le problème, c'est que les politiques se sont défaussés.

Intégration ?

La France est un vieux pays d'immigration, depuis un siècle. Que la population soit d'origine africaine ou autre, peu importe, s'ils sont français. On peut changer de couleur, on restera les mêmes.

Si on voulait vraiment les intégrer ou les assimiler, on le pourrait. Mais pour ça il faut un siècle, quatre générations. Si le rythme est modeste, on peut assimiler complètement. Mais actuellement, on a 500 000 immigrants par an. C'est un chiffre qui n'est pas supportable par la France ! Ce chiffre n'a jamais été atteint, même au temps des Trente Glorieuses et de l'immigration pour l'emploi. Mais d'abord, il y a la question du rythme. Le fleuve des migrations – évidemment, il n'y a pas de migration zéro, c'est inévitable – mais le fleuve des migrations est constructif quand il est raisonnable, quand la rivière s'ajoute au fleuve national. Quand il grossit et que ça devient un torrent, c'est une inondation. Ce n'est pas une question de racisme ou de xénophobie. Il y a un bon rythme et il y en a un mauvais.

- AES : Oui, mais elle ne faisait pas de l'intégration, elle faisait de l'assimilation.

Jean-Claude BARREAU : Ça, c'est la même chose. Les mots...

Donc, je le répète, en France, on pourrait accueillir dignement 100 000 immigrés par an. Or, il y a 250 000 officiels et au moins autant d'officieux. Il y a 500 000 personnes qui entrent en France par an !

Le seul endroit où on peut encore observer un phénomène d'assimilation, c'est Marseille. Quand un Maghrébin marseillais parle, il a l'accent. Quand nos gosses du 16^{ème} arrondissement de Paris parlent, ils parlent avec l'accent arabe. Et on n'est pas dans les quartiers pauvres.

L'Amérique et la France étaient les deux pays émergents. Au XIX^{ème} siècle c'étaient les États-Unis qui ont accepté 20 millions de personnes et au XX^{ème} siècle, c'est la France qui a reçu le plus d'immigrants, beaucoup plus que les États-Unis. Donc la France assimilait, comme elle l'avait fait avec les Bretons ou les Basques et les Savoyards et, maintenant, elle n'assimile plus, elle ne veut plus, tandis que l'Amérique assimile toujours.

Que la population soit d'origine africaine ou autre, cela m'est complètement égal, s'ils sont français. On peut changer de couleur, on restera les mêmes. Mais pour ça il faut un siècle, quatre générations. Si le rythme est modeste, on peut assimiler complètement. Actuellement, on en a 500 000 immigrants par an. C'est un chiffre qui n'est pas supportable par la France ! Chiffre qui n'a jamais été atteint, même au temps des Trente Glorieuses et de l'immigration pour l'emploi.

Patriotisme

J'avais fait scandale quand Mitterrand m'a confié ce dossier... Mais ensuite, les politiques ont dit : « L'immigration est maîtrisée ! ». Mais il n'en est rien. -Les Français ne sont pas dupes... En plus, il n'y a plus de patriotisme. Tout le monde se fout de la France. Maintenant, tout le monde le sait. C'est comme les Bourguignons au cours de la guerre de Cent ans. Ils ne sont absolument pas patriotes. Il n'y a pas d'homme d'État patriote, je n'en connais pas qui le soit vraiment. Même s'ils le prétendent, c'est de la démagogie car ils risquent de se couper d'une partie de leur électorat.

Et puis, il faut tenir compte de l'économie européenne... Dans l'Europe, on tient le même discours : la France est dépassée. « C'est ma patrie, l'Europe est mon avenir », disait mon patron (*François Mitterrand*). Donc la France n'a pas d'avenir. C'est quelque chose d'un

peu ringard. Voilà ce que pensent tous nos dirigeants. Dans ces conditions, comment voulez-vous que le gosse de banlieue se sente français ?

La prévalence, le changement démographique est formidable. Le Français sera un peuple très noir, plus que les Américains, et très maghrébin. Or, si cela avait été fait lentement... Mais on n'a plus une volonté d'assimilation. Et cela a encore été renforcé gravement par le fait que la plupart des gens ne sont plus patriotes. Comment voulez-vous qu'on demande à un petit Mohamed d'être patriote, alors que dans *Le Monde*, *Le Figaro*, sur France-Inter, chez Fogiel, etc. on n'arrête pas de débâter sur la France.

Les loubards ne sont plus patriotes

Les bandes n'ont pas changé du tout, sauf qu'ils ne sont plus patriotes, avant, ils étaient patriotes. Je m'occupais d'un comité de proximité autour de la Chapelle et je les emmenais souvent faire des camps. À Chambéry, il y a eu une bagarre avec la population locale et je me rappelle d'un loubard qui disait d'un Savoyard : « Tout ça, c'est même pas français ». Alors le seul changement c'est qu'ils ne sont plus patriotes, tandis qu'ils sont mille fois plus nombreux.

Et il faut bien se rendre compte, fait nouveau, qu'il y a des centaines de lieux, - l'administration en a dénombré 763 - mais il faudrait multiplier par trois-, où ils ne sont plus en France ! Vous prenez la navette pour aller de la gare du Nord à Roissy, pendant tout le trajet, vous n'êtes plus en France. Vous êtes en Côte d'Ivoire ou au Maroc... Pendant des kilomètres on est dans une zone où on n'est plus en France, du tout ! L'assimilation n'est plus possible. Ils n'ont autour d'eux que des gens de leur pays. Ils ne parlent pas français. De plus, on leur dit que la France, c'est de la merde.

Entre parenthèses, la suppression du service obligatoire fut une grande erreur. C'est un des rares endroits où ils rentraient dans la communauté nationale. Ils sont tous soixante-huitards.

Reconduite

AES : La négociation avec les pays d'origine est elle possible ?

Jean-Claude BARREAU : Vous faites allusion aux quotas. On a les moyens de se faire respecter des gens du Nord de l'Afrique ou d'ailleurs. Les Espagnols font ça avec les Kurdes, mais c'était avant. En cas de désaccord avec le peuple, ils les renvoient immédiatement. Et le Maroc fait ça lui-même.

On a les moyens à condition de les renvoyer tout de suite, dans les trois mois.. Et, là, ils ne le prennent pas mal, parce qu'ils sont rentrés sans ticket, ils ont été pris. Ils ne reviennent pas tout de suite, contrairement au discours officiel, parce que cela leur coûte très cher. Chaque immigré ou clandestin, cela lui coûte au moins 15 000 euros. Il ne reviendra pas demain. Tandis que, quand les gens sont là depuis 5 ou 6 ans, cela devient inhumain de les renvoyer.

Alors, la reconduite, évidemment, on n'en fait pas. Malgré les déclarations de Sarkozy, personne ! Il y a 150 associations que l'État subventionne. Il y a plus de cotisants que de militants. On subventionne *La Société de France d'Immigration* qui, après, dit du mal de nous : ce sont des gens qui apprennent aux immigrés à ne pas se faire reconduire. Il suffit qu'ils disent à l'accueil s'ils veulent monter ou pas. Pour pouvoir reconduire, il faut des avions militaires ou des bateaux. Il ne faut pas de reconduites d'immigrés, il faut des reconduites de masses. Il faut regrouper les gens. Il faut une forte reconduite d'immigration qui doit se monter à 50 ou 60 000 par an pour les dissuader. Contre les 250 000 clandestins qui rentrent par an.

Il faut qu'il y ait un risque réel. Pour le moment, dans le monde entier, et au fin fond du Kuang Chang ou de l'Ouganda, tout le monde sait qu'une fois qu'on est rentré en France, on n'y courra aucun risque.

Actuellement, il y a des renvois. 15 à 20 000. Sarkozy a fait un gros effort, il les a doublés. Mais enfin, c'est très, très loin de ce qu'il faudrait, parce qu'il faudrait une mesure forte qu'il ne veut pas assumer.

Conclusion

Au terme de cette interview, où Jean-Claude Barreau s'est montré très disert et libre de parole, il a été possible de dégager quelques points forts. Ceux-ci font discerner l'expérience d'un homme de terrain, quelque peu découragé par les politiques qu'il a vainement essayé d'infléchir.

Retenons le piège qu'a été le regroupement familial, tentative plus humaniste que réaliste.

Notre interlocuteur est revenu à plusieurs reprises sur le déclin du patriotisme, une des raisons selon lui, de la réticence des immigrés à se vouloir Français.

Citons enfin la note d'espérance que retient Jean-Claude Barreau : « Il y a certes des facteurs d'espérance. Nous avons encore de grands secteurs industriels ; il y a encore une population qui ne demande qu'à travailler, patriote ; il y a une natalité : 1,94 % d'indice conjoncturel de fécondité, il y a 775 000 naissances par an en métropole. Et sur ces 775 000, vous enlevez au moins 75 000 enfants de l'immigration. Donc les Français font 700 000 gosses, ce qui est pas mal parce que les Allemands en font 500 000. Même sans l'immigration, les femmes françaises des classes moyennes ont des enfants. Sans l'apport de l'immigration, le taux de fécondité serait de 1,75. En Allemagne il est voisin de 1. »

Et Jean-Claude Barreau d'ajouter : « Que serait-ce si on avait encore une politique familiale en France ?... »

Janvier 2006